

**L**E VOILE de mensonge tendu devant l'opération impérialiste, néo-colonialiste et contre-révolutionnaire au Congo est tombé. « Le Monde », qui avait joué sa partie dans le concert de l'intoxication, a finalement mis des guillemets à la formule : « objectif humanitaire » (12/12) et a constaté avec alarme : « l'aide fournie au gouvernement Tschombé prend... une dimension que l'on n'avait pas prévue. Ses conséquences risquent de porter un préjudice durable à la Belgique et aux Etats-Unis au Congo, mais aussi aux futures relations entre Noirs et Blancs, entre le tiers monde et l'Occident. » Nous l'espérons bien ! Jamais peut-être, en effet, le monde impérialiste n'a agi aussi cyniquement, avec autant de sauvagerie, avec de plus mauvais prétextes et une plus mauvaise couverture que celle du « gouvernement » Tschombé, jamais l'aspect raciste et sordide de sa politique n'a éclaté avec autant de clarté dans un monde plus éveillé.

## LE CHAOS CONGOLAIS

Le Congo, à cause de ses phénoménales richesses, a été l'objet, de la part de la Belgique d'une politique coloniale d'obscurantisme systématique. De ce fait, la Belgique a raté sa décolonisation contrôlée, à « l'anglaise ». Le vent semé sous forme de maintien du tribalisme, de protection de l'arriération culturelle a donné sa récolte de tempête chaotique. Il n'y a pas de bourgeoisie indigène au Congo ; les couches d'évolués de ce pays n'ont pu devenir que, soit des révolutionnaires, soit des déclassés corrompus. Tschombé est le plus typique représentant de ces derniers, le plus monstrueux aussi, au point que l'on cherche des précédents historiques à ce chef d'Etat qui allie en lui le pitre, l'escroc et le tortionnaire.

Les Etats-Unis, sous le masque de l'ONU ont dépensé des fortunes pour éliminer cet individu du pouvoir au Katanga. Il y a de fortes présomptions qu'il ait été l'organisateur de l'assassinat de M. H., secrétaire général de l'ONU. Qu'à cela ne tienne, quand une vague de fond populaire submerge le pays et menace de chasser les marionnettes qui lui tenaient lieu de gouvernement, les impérialistes qui s'affrontaient hier donnent le pouvoir à l'homme à poigne capable de tuer de sa main les gens qui le gênent. Voilà Tschombé promu gouvernement légal du pays où le parlement, pourtant vidé de ses opposants révolutionnaires emprisonnés ou assassinés, a dû cependant être mis en congé parce que trop indocile.

Mais cela ne suffit pas. L'armée congolaise (A.N.C.) est en décomposition et n'est bonne qu'à piller, violer et torturer une population désarmée. Devant des hommes armés de lances, elle fuit en débâcle. Tschombé appelle au Congo toute la racaille de mercenaires du monde ; lynchages sud-africains, aviateurs anti-castristes, S.S. allemands, O.A.S. français commandés par les officiers belges en congé spécial. Depuis août, ces Affreux servent d'avant-garde aux hordes de l'A.N.C. Depuis août, ils tuent tout ce qui se trouve sur leur passage, font des Oradours quotidiens. La grande presse a publié des interviews de ces tueurs professionnels, avec la distanciation tartuffe qui lui permet de ne pas s'identifier aux protecteurs de SON ordre. Parler après cela de la sauvagerie des Congolais ramène aux normes classiques

# Le Congo martyr : un révélateur

des guerres coloniales : le sauvage est celui qui tue un missionnaire avec une arme blanche ; le civilisé est celui qui venge le missionnaire en tuant mille sauvages au lance-flammes. Notons au passage que les dits missionnaires quittent maintenant le Congo en avouant leur faillite historique ; pendant un siècle, ils ont enseigné l'humilité chrétienne aux surexploités des plantations et des mines ; les rares auxquels ils ont appris à lire sont devenus tantôt Tschombé, tantôt Lumumba et Soumialot. Ces gardiens de l'ordre pleurnicheurs cèdent la place à ceux qui ignorent les larmes.

## LE COUP DE STANLEYVILLE

Dès le mois d'août, devant les progrès foudroyants de la révolution dont Gaston Soumialot lui-même disait qu'ils n'étaient pas sa victoire mais l'élan spontané du peuple, Belges et Américains combinaient l'opération qui vient d'être réalisée fin novembre sur Stanleyville.

Ernest Glinne le courageux député socialiste de gauche belge, a révélé la minutieuse préparation du mauvais coup. Le plus soigné a été la couverture morale. Nous avons vu en France, « Paris-Presse » jouer de l'anthropophagie à la « une » des numéros qui précédèrent le jour « J ». En fait, une fois le coup réalisé, personne n'a plus parlé de cas de cannibalisme à Stanleyville, et les échos en évoquant dans l'arrière-pays sont toujours au conditionnel.

Mais, il y avait les otages ! L'indignation de la presse et des gouvernements occidentaux à cette prise d'otages est touchante. Les hommes qui ont fait larguer les premières bombes atomiques sur les millions de civils de Hiroshima et de Nagasaki et qui sont fiers de leurs « ancêtres qui rayèrent la race indienne de la planète par un des plus complets génocides jamais vu ; ceux qui ont déclenché sur Dresde sans objectif militaire, le plus colossal incendie de l'histoire, soutenus moralement par la bourgeoisie française, fière de ses quinze ans de guerre coloniale encore tièdes ont frémi de toute leur délicate sensibilité blessée : deux mille Blancs étaient entre les mains des Noirs-rouges et... ne risquaient absolument rien. Ou plutôt si : ils risquaient d'être libérés sous peu, grâce à l'intervention de la commission de l'OUA présidée par Jomo Kenyatta.

Il fallait agir vite, avant qu'ils ne soient libérés et ne puissent plus servir de prétexte à l'« opération humanitaire » de Stanleyville. Bien que prévenu par Ernest Glinne, P.H. Spaak — qui savait d'ailleurs fort bien à quoi s'en te-

nir et n'était gêné que d'être démasqué — a pris ses risques, conjointement avec Johnson et le Département d'Etat.

Si deux cents Blancs environ sont morts dans cette affaire (s'ajoutant au chiffre inconnu des milliers de Noirs assassinés dans le même temps), les leurs ont la satisfaction de savoir qu'ils sont tombés pour que Tschombé règne, pour la victoire sur le « communisme ».

## L'O.U.A. FÊLÉE

L'opération de Stanleyville consistait à mettre l'A.N.C. et les Affreux à pied d'œuvre dans l'Est du Congo, de leur ouvrir la route du Nord afin de couper le mouvement populaire de sa dernière frontière ouverte — celle du Soudan — après la perte d'Albertville et l'échec de la tête de pont sur le fleuve Congo.

Le manque d'homogénéité des chefs d'Etat africains devant le guet-apens a frappé et a été utilisé par la propagande impérialiste. L'Assemblée de l'O.U.A. de septembre avait adopté une attitude équivoque. Il apparaît clairement que les Etats africains les plus avancés avaient été dissuadés de reconnaître la République démocratique populaire du Congo, au prix d'un compromis comportant la création de la commission chargée d'obtenir le renvoi des mercenaires et l'ouverture de négociations entre les adversaires sous le contrôle des seuls Africains. Mais l'intervention militaire impérialiste se préparait derrière le dos de la plupart des membres de l'O.U.A. Son déclenchement ne pouvait que consterner révolutionnaires comme conciliateurs. La gauche africaine a été dupée dans cette affaire. Les chefs d'Etat de l'« indépendance octroyée » qui ne tiennent leur pouvoir que par don des ex-maitres coloniaux et le maintiennent souvent par la force, craignent plus que tout le droit des peuples à l'insurrection. Ne peuvent-ils pas avoir besoin demain de l'intervention impérialiste, comme hier M'Ba au Gabon ? Pressés de choisir entre la solidarité continentale défensive et vaguement raciale, et l'intérêt de classes doublé de l'intérêt tout court, ils n'ont pas longtemps hésité. On a vu de leur part au Conseil de Sécurité des discours honteux faits pour moitié de jurisme borné, par moitié de reptation servile. Les dupés et les trahis, et avant tout l'Algérie ont vigoureusement réagi. Ben Bella a exprimé le sentiment de tout ce qui est révolutionnaire en Afrique dans un discours vibrant.

L'O.U.A. ne disparaîtra pas, parce que même les Houphouët-Boigny ne peuvent pas ne pas garder un minimum de moyens de pression et de chantage à l'en-

contre des impérialistes et surtout de celui des U.S.A. Mais l'affaire congolaise a révélé et élargi la fêlure qui menace l'organisation où sont rassemblés les anti-impérialistes africains et les agents et obligés de l'impérialisme. Nous avons signalé dans ces colonnes comment les Etats-Unis tentaient d'utiliser l'O.U.A. pour agir en Afrique par personnes et Etats interposés. Leur intervention directe au Congo compromet ce plan. Il n'y aura plus de compromis du type de celui de septembre. La « victoire » de Stanleyville est une victoire à la Pyrrhus. L'intervention impérialiste justifie le soutien le plus massif au peuple congolais soulevé contre la dictature de Tschombé.

## LA REVOLUTION CONGOLAISE VAINCRA

A la table du Conseil de Sécurité, Stevenson, dans une intervention où se mêlent la morgue du grand bourgeois, la haine raciale et la tartufferie chrétienne a insulté ses victimes et a accusé leurs défenseurs de... racisme. Suivi par le porte-parole de de Gaulle, il a repris l'argument juridique de la légalité du gouvernement Tschombé. Personne, à notre connaissance, n'a fait remarquer à ce juriste que le régime fidéliste est le gouvernement légal de Cuba et ne lui a demandé ce qu'il dirait si l'URSS envoyait des commandos et des bombardiers pour libérer Guantanamo (pour ne plus parler du débarquement de la baie des Cochons). Les bons citoyens américains pensent, il est vrai, que leur pays a le droit d'intervenir partout sur LEUR continent, voire contre un gouvernement légal comme celui d'Arbenz au Guatemala. Une semblable logique devrait leur imposer d'ôter leurs pattes du Congo (comme au Sud-Vietnam et au Laos) et de laisser, du droit qu'invoque les U.S.A., l'Algérie et la R.A.U. aider les Congolais à renverser Tschombé (et la Chine armer les Vietnamiens).

Mais, il y a une vérité en Amérique qui est mensonge au delà des Océans. L'anticommunisme est la seule règle universelle. Il est caractéristique que dans son reportage du « Figaro », le journaliste Max Clos conclut en reconnaissant que les impérialistes ne peuvent trouver une solution pour le Congo, mais que les Etats-Unis ne peuvent pas davantage y lâcher prise parce que l'évolution logique d'un pays de ce type mène au socialisme. Le droit d'intervention des Etats-Unis c'est le droit de la contre-révolution, c'est le droit de la force insolente, ce n'est que la force qui peut les mettre à la raison.

Les bourgeois qui ricanent aux récits sur la magie des Simbas de Soumialot ont tort. Les marxistes révolutionnaires croient à la magie révolutionnaire qui transforme les lances en mitraillettes. Nous sommes au temps où les David coloniaux défont les Goliath impérialistes. Il y a déjà eu nombre de ces victoires « magiques » inscrites au drapeau rouge de la Révolution : Chine, Corée, Nord-Vietnam, Cuba, Algérie ; demain il s'y ajoutera le Vietnam du Sud et le Laos. Le Congo martyr s'y inscrira aussi malgré l'opération génocide des Tschombé-Spaak-Johnson ; les récentes victoires remportées par les forces révolutionnaires utilisant la stratégie de la guerre révolutionnaire mise au point par Mao-Tsé-Toung en sont les gages certains.

M. DERVAL.

## Déclaration de la section italienne de la IV<sup>e</sup> internationale

# LA COMEDIE DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES

L'élection du nouveau président de la République italienne a mis en évidence les conflits internes de la Démocratie Chrétienne et l'absence d'une politique de rechange de la part des partis ouvriers.

La Démocratie Chrétienne apparaît aujourd'hui comme une fédération de courants et de tendances. Après 20 ans d'exercice du pouvoir, les différentes forces politiques et sociales qui la composent tendent désormais, face aux problèmes les plus importants, à réagir de façons différentes et parfois contradictoires. C'est dans ce contexte qu'il faut placer la défaite subie par la tendance droitiste de la D.C. qui a dû, en fin de compte, se rallier à la candidature Saragat et accepter la « rébellion » d'une partie importante du groupe parlementaire et du parti. Si l'on considère que cette tendance a constitué, ces dernières années, l'épine dorsale politique du régime,

le plus sérieux élément de stabilité pour ce dernier, il faut en conclure que cette défaite aura des répercussions non seulement en ce qui concerne la direction de la D.C. mais aussi en ce qui concerne le gouvernement italien.

Certes, les partisans de la formule gouvernementale « centre-gauche » peuvent crier victoire après le succès de Saragat. Mais les péripéties qui ont précédé cette victoire ont mis en relief les conflits profonds qui existent entre les partis gouvernementaux. Il serait absurde de vouloir, par exemple, oublier que la D.C. était prête à faire élire Leone avec les voix des néo-fascistes et contre les candidats de ses alliés au gouvernement. Quant à Fanfani, il était bien plus préoccupé de rallier les suffrages de l'extrême droite et de l'extrême gauche que de sauvegarder l'avenir du centre-gauche.

Aucun problème n'a été résolu avec

l'élection de Saragat. Les socialistes sont toujours en aussi mauvaise posture et ne pourront peut-être pas faire d'autres concessions aux pressions conservatrices. En réalité, l'élection présidentielle n'a fait qu'ajourner la crise, surtout parce que personne ne possède actuellement de solution de rechange. Elle n'a fait que rendre plus actuelle la possibilité d'une crise du régime. Le fossé entre le sommet politique du pays et l'opinion publique s'est fortement creusé. Le système politique actuel est en crise et ne réussit plus à fonctionner normalement. Les grandes organisations politiques sont incapables de résoudre les problèmes essentiels de la vie du pays, ce qui engendre des tendances favorables à une révision « autoritaire », « gaulliste », des structures politiques. Il manque cependant une personnalité ou un groupe politique capable de cristalliser ces tendances.

Ceci est d'autant plus sérieux que les

partis ouvriers ont, une fois de plus, confirmé l'inconsistance de leur politique. Ils ont, en effet, complètement renoncé à s'opposer au jeu parlementaire bourgeois et à se placer sur le plan de la critique anticapitaliste en se groupant autour d'un candidat d'unité ouvrière qui aurait dû être le pôle de cristallisation de l'opposition de gauche. Toutes les justifications pour expliquer le regroupement des voix (même celles du P.C.) sur le nom de Saragat ne peuvent être que des mystifications. Le passé de ce dernier ne plaide guère en sa faveur : il a soutenu tous les gouvernements bourgeois, il est partisan du bloc atlantique. Pour le présent, ses positions sont, en outre, nettement conservatrices.

Si son élection va permettre à la coalition du centre-gauche de respirer un peu plus librement, elle a marqué, par contre, la faillite du rapprochement avec la gauche catholique puisque c'est avec une majorité de voix de la droite de la D.C. que Saragat a été élu. S'il convient de condamner la position de la majorité du P.C.I. ; il faut aussi condamner celle du P.S.I.U.P., partisan de Fanfani (dont la position est très équivoque et de tendance totalitaire), hésitant à soutenir Nenni plus par réaction sectaire que par opposition politique, puis se réfugiant dans un abstentionnisme inconsistant au moment du vote décisif.